



Conseil économique
et social

PROVISOIRE

E/1996/SR.55
20 novembre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Reprise de la session d'organisation de 1996

COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA 55ème SÉANCE

Tenue au Siège, à New York,
le jeudi 14 novembre 1996, à 17 heures

Président : M. GERVAIS (Côte d'Ivoire)

SOMMAIRE

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET AUTRES QUESTIONS D'ORGANISATION (suite)

QUESTIONS DE COORDINATION (fin)

a) RAPPORTS DES ORGANES DE COORDINATION

QUESTIONS RELATIVES AUX PROGRAMMES ET QUESTIONS CONNEXES DANS LES DOMAINES
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET DANS LES DOMAINES CONNEXES (fin)

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (fin)

QUESTIONS DIVERSES

ÉLECTIONS, NOMINATIONS ET CONFIRMATIONS

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au chef de la Section d'édition des documents officiels, Bureau des services de conférence et des services d'appui, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.



La séance est ouverte à 17 h 15.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET AUTRES QUESTIONS D'ORGANISATION (suite)
(E/1996/94)

Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses

Le PRÉSIDENT appelle l'attention sur les lettres adressées au Secrétaire général par l'Australie et l'Espagne (document E/1996/94), par lesquelles ces pays demandent à être admis comme membres à part entière du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses. Il signale que le Secrétaire général a approuvé ces demandes et suggère que le Conseil entérine cette décision.

Il en est ainsi décidé.

QUESTIONS DE COORDINATION (fin)

- a) RAPPORTS DES ORGANES DE COORDINATION (E/1996/18 et Add.1 et A/51/16 (Partie II))

QUESTIONS RELATIVES AUX PROGRAMMES ET QUESTIONS CONNEXES DANS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET DANS LES DOMAINES CONNEXES (fin) (A/51/16 (Partie II))

Le PRÉSIDENT fait référence aux documents E/1996/18 et Add.1 et aux parties pertinentes du document A/51/16 (Partie II), et invite le Conseil à prendre officiellement note desdits rapports.

Il en est ainsi décidé.

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (fin) (E/1996/102, E/1996/L.55)

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/1996/102)

Le PRÉSIDENT invite les membres du Conseil à examiner les trois projets de décision figurant dans le document E/1996/102, projets dont le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande l'adoption au Conseil.

M. KOVANDA (République tchèque), Vice-Président, dit qu'à la suite de consultations officieuses approfondies, on est parvenu aux décisions suivantes. S'agissant du projet de décision I, il faudra rayer la National Society for Human Rights de la liste des 87 organisations non gouvernementales et inclure dans la décision le texte supplémentaire qui a été approuvé au sujet de cette organisation et qui a été distribué aux membres du Conseil. S'agissant du projet de décision II, il en recommande l'adoption sans aucune modification. Le texte du projet de décision III a été modifié comme suit : "Le Conseil économique et social décide que la documentation du Comité chargé des organisations non gouvernementales sera publiée dans les six langues officielles du Conseil et demande au Secrétariat d'étudier les différents moyens d'appliquer cette décision, dans les limites des ressources existantes, pour la session d'organisation du Conseil économique et social qui se tiendra en février 1997".

Le Secrétariat a indiqué qu'avant de procéder à l'adoption du projet de décision III, il importe de connaître la réaction aux éventuelles incidences du projet de décision sur le budget et, en conséquence, il recommande aux membres du Conseil de ne pas se prononcer sur ce projet avant la prochaine session du Conseil.

Projet de décision I relatif aux demandes d'admission au statut consultatif
reçues d'organisations non gouvernementales

M. USUI (Japon) fait référence à la National Rifle Association of America/Institute for Legislative Action, qui figure dans la liste du projet de décision I et qui a tout particulièrement souhaité participer aux débats sur la réglementation des armes à feu, sur la base de la résolution adoptée par le neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants. D'une manière générale, le Japon se félicite de la participation des organisations non gouvernementales aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, et il estime que l'organisation en question apportera une contribution constructive au débat sur la question de la réglementation de l'utilisation des armes à feu et aux travaux de l'Organisation des Nations Unies s'y rapportant, conformément aux dispositions du paragraphe de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social. En conséquence, le Japon ne voit aucune objection à l'adoption du projet de décision I.

M. BEN AMOR (Tunisie) se demande, étant donné que le projet de décision III ne doit pas être adopté à la présente séance, s'il y a lieu d'adopter les autres projets de décision et juge préférable de reporter l'examen du rapport figurant dans le document E/1996/102 afin de l'adopter plus tard dans son intégralité.

Mme KELLEY (Secrétaire) indique que l'adoption de deux projets de décision sur trois ne poserait aucun problème, car il ne s'agit pas d'une décision de portée générale, mais de trois projets de décision distincts, et souligne que l'on a souvent procédé ainsi par le passé.

Mme LEBL (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation s'associe au consensus, mais souhaite souligner que si les États-Unis appuient énergiquement le rôle des organisations non gouvernementales au sein du système des Nations Unies, ils considèrent que l'organisation Movimiento, Cubano por la Paz y la Soberanía de los Pueblos, à laquelle il est recommandé d'octroyer le statut consultatif de la catégorie II, ne réunit pas les conditions requises. Les États-Unis se demandent si cette organisation est à même d'adopter des critères différents de ceux du Gouvernement cubain et constatent qu'elle dépend presque exclusivement de fonds gouvernementaux, raison pour laquelle elle ne satisfait pas aux conditions définies dans la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

M. REYES RODRÍGUEZ (Observateur de Cuba) dit que selon toute apparence, certains tentent à nouveau d'avancer des arguments qui ont déjà été définitivement réfutés à l'aide de critères techniques au sein du Comité chargé des organisations non gouvernementales et de donner un caractère politique à des décisions qui visent principalement à obtenir la collaboration et la contribution d'organisations non gouvernementales dont le statut consultatif a été reconnu par le Conseil économique et social. Il rappelle que l'année

/...

précédente, la délégation des États-Unis avait imposé au Conseil de voter au sujet d'une organisation à laquelle le Comité chargé des organisations non gouvernementales avait recommandé de ne pas octroyer le statut consultatif auprès du Conseil. Cuba ne tolère pas que d'autres pays fassent des déclarations sur son système juridique, sur ses activités politiques internes et sur la société civile cubaine. Comme l'a reconnu le Comité chargé des organisations non gouvernementales par un vote très nettement majoritaire, l'organisation en question satisfait à tous les critères nécessaires pour obtenir le statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

Le projet de décision I, tel que modifié oralement, est adopté.

M. BIGGAR (Irlande) signale que dans le projet de décision qui vient d'être adopté, on n'a pas fait place à la demande d'admission au statut consultatif d'une organisation, demande dont l'examen a été reporté. À cet égard, la délégation de l'Irlande tient à signaler que le cas de cette organisation est exceptionnel et que la décision adoptée ne devrait pas être considérée comme un précédent.

Projet de décision II relatif à l'application de la décision 1996/302 du Conseil économique et social

M. USUI (Japon) dit qu'il faudrait corriger le nom de l'organisation japonaise Sasagawa Peace Foundation qui a été mal orthographié dans la liste des organisations non gouvernementales figurant dans le projet de décision II.

Mme LEBL (États-Unis d'Amérique) répète ce qu'elle a déjà dit, cette fois-ci au sujet de l'organisation cubaine Centro de Estudios sobre Asia y Oceanía. L'établissement de relations consultatives entre le Conseil et les organisations non gouvernementales doit permettre au Conseil de bénéficier de différents points de vue. Malheureusement, la décision du Comité chargé des organisations non gouvernementales de recommander l'octroi du statut consultatif à des organisations financées par des gouvernements compromet l'intégrité et l'utilité des relations que peuvent établir ces organisations avec le Conseil économique et social.

M. PEDROSO CUESTA (Observateur de Cuba) condamne ceux qui s'obstinent à remettre en question la validité juridique de certaines organisations non gouvernementales. On ne saurait contester les arguments techniques présentés pour confirmer le statut juridique des organisations non gouvernementales cubaines, dont les demandes ont déjà été examinées et approuvées par le Comité chargé des organisations non gouvernementales. Aucune délégation ne peut s'arroger le droit d'en attaquer la validité.

Le projet de décision II est adopté.

Mme KELLEY (Secrétaire) indique que la délégation de la République populaire démocratique de Corée souhaite faire une déclaration mais que, n'étant pas membre du Conseil économique et social, elle ne peut prendre la parole en relation avec le vote. En revanche, elle peut faire une déclaration de caractère général si les membres du Conseil n'y font pas objection.

M. RI TONG IL (Observateur de la République populaire démocratique de

Corée) fait référence à l'organisation Centre for the Advancement of North Korean Human Rights dont la demande a été rejetée par le Comité chargé des organisations non gouvernementales et souligne la sagesse de cette décision. Il dit que le nom même de cette organisation non gouvernementale de Corée du Sud constitue une provocation. La République populaire démocratique de Corée considère que si l'on octroyait le statut consultatif à des organisations comme celle-ci, l'ONU deviendrait un forum de polémiques et d'affrontements entre les États et que cela irait à l'encontre de l'esprit même de l'Organisation. En examinant les demandes d'octroi du statut consultatif à des organisations non gouvernementales, le Conseil doit avant tout se demander si cet octroi sert véritablement les intérêts de l'Organisation.

Projet de décision III relatif à la documentation du Comité chargé des organisations non gouvernementales

Le PRÉSIDENT suggère que l'on reporte l'examen du projet de décision III à la prochaine séance du Conseil.

Il en est ainsi décidé.

Projet de décision E/1996/L.55 relatif à la participation d'organisations non gouvernementales accréditées auprès de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes aux travaux de la Commission de la condition de la femme à sa quarante et unième session (E/1996/L.55)

Mme BRENNEN-HAYLOCK (Observateur des Bahamas) présente le projet de décision figurant dans le document E/1996/L.55 et fait observer qu'à la suite de consultations approfondies, on a distribué un nouveau texte révisé qui a aussi été modifié oralement. Après avoir été révisé et modifié, le texte a fait l'objet d'un consensus et est libellé comme suit :

"Le Conseil économique et social, conformément au paragraphe 53 de sa résolution 1996/31 et à titre de mesure provisoire, invite les organisations non gouvernementales qui furent accréditées auprès de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et auprès du Sommet mondial pour le développement social à participer uniquement à la quarante et unième session de la Commission de la condition de la femme et à la trente-cinquième session de la Commission du développement social, à condition d'avoir entamé le processus de demande d'admission au statut consultatif un mois au moins avant l'ouverture de l'une ou l'autre des deux sessions susmentionnées, selon le cas, et prie le Secrétaire général d'appeler l'attention des organisations non gouvernementales qui furent accréditées auprès de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et auprès du Sommet mondial pour le développement social sur les dispositions de la présente décision et sur la procédure établie dans la résolution 1996/31 du Conseil."

M. STOBY (Directeur de la Division de la coordination des politiques et des affaires du Conseil économique et social) dit que le projet de décision ne précise pas quel statut consultatif il faut accorder aux organisations concernées. En conséquence, le Secrétariat considérera qu'il s'agit du même statut que celui indiqué dans une décision analogue adoptée cette année par le Conseil, décision qui stipule que les organisations ne seront pas accréditées,

/...

mais seront invitées à participer aux sessions et jouiront ainsi de tous les droits pratiques que confère le statut consultatif.

Le projet de décision E/1996/L.55 est adopté.

QUESTIONS DIVERSES

Le PRÉSIDENT rappelle qu'à sa cinquante-troisième séance tenue le 10 octobre, le Conseil a adopté un projet de décision (E/1996/102/Add.1/Corr.1) concernant les demandes présentées par des organisations de populations autochtones non dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, lesquelles souhaitent participer aux travaux du Groupe de travail intersessions à composition non limitée qui se réunirait entre les sessions de la Commission des droits de l'homme afin d'élaborer un projet de déclaration sur les droits des populations autochtones. Dans cette décision, le Conseil a notamment approuvé, à titre provisoire, la participation de l'organisation non gouvernementale Fondation L'auravetl'an (Liechtenstein), en attendant que les gouvernements intéressés communiquent leurs vues. La délégation du Liechtenstein ayant fait savoir qu'elle souhaitait que la participation de cette organisation ne soit pas provisoire, le Président invite les membres du Conseil à approuver la recommandation du Gouvernement du Liechtenstein selon laquelle cette organisation doit être considérée comme dûment accréditée.

Il en est ainsi décidé.

Changement de date de la session de 1997 du Comité chargé des organisations non gouvernementales

Le PRÉSIDENT invite les membres du Conseil à examiner la demande du Comité chargé des organisations non gouvernementales de tenir sa session de 1997 du 5 au 16 mai et non du 31 mars au 11 avril comme il avait été prévu. Cette demande s'explique par le fait que les dates initialement prévues coïncident avec celles de la session de la Commission des droits de l'homme, qui se tiendra à Genève du 10 mars au 18 avril et à laquelle assistent généralement nombre de membres du Comité chargé des organisations non gouvernementales. En outre, le Secrétariat a indiqué que les nouvelles dates proposées ne font aucune difficulté pour les services de conférences. Il invite donc les membres du Conseil à approuver la demande du Comité.

Il en est ainsi décidé.

M. BEN AMOR (Tunisie) fait référence au rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/1996/103/Add.1) et, au nom de la délégation thaïlandaise, demande que l'on ajoute le nom du représentant de ce pays dans la liste de ceux qui ont fait des déclarations lors de la séance correspondante du Comité.

ÉLECTIONS, NOMINATIONS ET CONFIRMATIONS (E/1996/95 et Corr.1, E/1996/15/Add.2)

Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement (E/1996/L.15/Add.2)

Le PRÉSIDENT appelle l'attention sur le document E/1996/L.15/Add.2 relatif à la candidature de M. José María Gamio Cia aux élections au Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement, et rappelle qu'il n'a pas été possible de procéder aux élections lors de la session de fond du Conseil, car l'on ne disposait pas alors du curriculum vitae du candidat. Il croit comprendre que les membres du Conseil, après avoir examiné la notice biographique du candidat, souhaitent élire par acclamation M. José María Gamio Cia.

M. José María Gamio Cia (Uruguay) est élu par acclamation membre du Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement

M. NEBENZA (Fédération de Russie) indique que la Fédération de Russie a présenté des candidats au Comité de la science et de la technique au service du développement et au Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement, et qu'ils ont été approuvés par le Groupe des États d'Europe centrale et orientale, mais que, pour des raisons indépendantes de la volonté de ces États, le document correspondant n'a pu être élaboré à temps. M. Nebenza demande en conséquence que l'examen dudit document soit reporté à une session ultérieure.

Commission du développement social (E/1996/95/Corr.1)

Le PRÉSIDENT rappelle que, conformément à la décision 1996/298 du Conseil, il sera procédé à un tirage au sort après élection des nouveaux membres de la Commission du développement durable afin de déterminer la durée de leurs mandats, et appelle l'attention sur le document E/1996/95/Corr.1 relatif à l'augmentation du nombre de membres de la Commission du développement social et à l'élection de 14 membres.

Mme KELLEY (Secrétaire) dit que le Groupe des États d'Afrique doit pourvoir quatre postes vacants et présente quatre candidats, le Cameroun, la Gambie, la Mauritanie et l'Ouganda; le Groupe des États d'Asie doit pourvoir quatre postes vacants et présente un candidat, le Pakistan; le Groupe des États d'Europe orientale doit pourvoir un poste vacant et ne présente aucun candidat; le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes doit pourvoir trois postes vacants et ne présente aucun candidat; et le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États doit pourvoir deux postes vacants et présente deux candidats, Malte et l'Espagne.

Le PRÉSIDENT suggère qu'étant donné que le nombre de candidats présentés par le Groupe des États d'Afrique, le Groupe des États d'Asie et le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États est égal ou inférieur au nombre de postes vacants, le Conseil élise par acclamation les candidats proposés.

Le Cameroun, l'Espagne, la Gambie, Malte, la Mauritanie, l'Ouganda et le Pakistan sont élus par acclamation membres de la Commission du développement social.

Le PRÉSIDENT croit comprendre que le Conseil souhaite reporter l'élection des sept membres restants de la Commission, à savoir trois membres du Groupe des

États d'Asie, un membre du Groupe des États d'Europe orientale et trois membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 heures.